

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.*Vitam impendere vero.*

Du Mardi 15 Février 1791

Ménées infâmes de la municipalité parisienne
et des députés du comité municipal des
recherches, pour suborner des témoins à
la Chapelle, et blanchir les brigands des
barrières payés par les conspirateurs, sous
les auspices du divin Motté. — Motifs
pressans qu'ont tous les citoyens d'amener
ces brigands sur la roue. — Belle occasion
offerte à tous les patriotes éclairés et élo-
quens de se couvrir de gloire, en pour-
suivant sans relâche ces ennemis jurés de
la révolution.

A l'Ami du peuple.

Le Sr. Moreau, citoyen de la section de Bondi,
passant à la barrière Saint-Louis entre 8 et 9 heures

dans la matinée du massacre de la Chapelle, vit une quarantaine de chasseurs soldés qui y courroient en faisant mille imprécations contre le peuple, et jurant qu'il n'y avoit pas de nation qui tint, qu'ils n'épargneroient personne : » *Chargeons nos fusils, s'écrioient-ils, afin de faire feu à notre arrivée* ». Alarmé de ces propos atroces, le Sr. Moreau suivit et fut témoin oculaire de l'affreux carnage. Ces brigands s'étant réunis aux autres se rangèrent en bataille et firent indistinctement feu sur tous les citoyens qui se présentèrent. Voilà donc les monstres que l'indigne municipalité parisienne s'efforce de blanchir en subornant des témoins; voilà donc les brigands qu'elle travaille à conserver au milieu de nous; voilà les brigands dont elle fait proposer (par la section de la Bibliothèque du roi) d'augmenter la horde exécrationnelle.

Lecture faite du procès-verbal de la Chapelle dans l'assemblée du 8 M. Prévôt, lieutenant de la compagnie du centre, très-bon patriote, a proposé de nommer sur le champ des commissaires qui seront chargés de se réunir à ceux des autres sections qui sont déjà à l'œuvre pour recueillir les preuves de ces assassinats prémédités.

L'Ami du peuple se flatte que toutes les sections de la capitale, (à l'exception peut-être de la section pourrie de la Bibliothèque du roi) sont convaincues que la vengeance éclatante du massacre prémédité de la Chapelle, intéresse également la sûreté et la liberté individuelle, le repos public, et qu'elle peut seule assurer le salut de la patrie. Les tribunaux sont ouverts, tout ce qu'il y a de patriotes éclairés et éloquens doivent être jaloux de se montrer dans l'arène, pour amener au pied des autels de la justice les assassins, dont se servent contre les amis de la liberté les monstres qui ont juré notre ruine.

Observations sur le massacre de la Chapelle.

Quand le refus fait par le mouchard Lajarre (1), aide-major-général, de délivrer l'ordre de payer les fraix du transport des pieces de canon, qui ont marché le 24 Janvier, à la tête de la compagnie des grenadiers des Récollets, pour appaiser les troubles que les chasseurs des barrières avoient excité à la Chapelle, ne proviendroient pas uniquement de l'humeur qu'à fait éclater ce scélérat comme tous ses confreres de l'état major, dès que le coup des contrévolonnaires eut manqué : les menées infâmes des députés du comité municipal des recherches vendus à Bailly et à Mottié, suffiroient pour démontrer clair comme le jour, que le massacre des pauvres habitans de ce bourg, (qu'on s'est efforcé de faire passer pour des contrebandiers) étoit une vraie tentative de contrévololution, un complot pour allumer la guerre civile. Grace au ciel, l'éclat irrésistible de la vérité, qui désespere à coup sûr, les tyrans toutes les fois qu'elle est libre de se montrer, a triomphé des manœuvres ténébreuses de ces ouvriers, d'iniquité. On dit qu'ils ont trouvé cinq témoins prêts à déposer pour les chasseurs. Nommez-les moi, et sous trois jours je m'engage à vous démontrer que ces cinq témoins ont été achetés, et que ce sont des scélérats, comme les délateurs de Rotondo. J'aime à croire la municipalité de la Chapelle, trop profondement ulcérée de l'attentat commis contre la commune, pour ne pas livrer à toute la rigueur des lois les lâches assassins qui ont égorgé, jusques dans leurs foyers, ces citoyens paisibles.

Qu'ils expient donc sur la roue, leur crime exé-

(1) Ce refus constaté par la déposition de M. Personnier, sous-lieutenant des canoniers de la troisième division, et le témoignage des Srs. la Montagne et le Faucheur citoyens de la Chapelle.

crable, c'est une satisfaction que les nouveaux tribunaux doivent à la justice, à la sûreté individuelle, à la liberté publique et au salut de la patrie.

Vous prêchez donc la punition des assassins, mon cher Marat, vous qui conseillez si souvent les assassinats, m'écrivit un de mes correspondans : je ne prendrai pas la peine de lui répondre, si j'ignorois que beaucoup de lecteurs de bonne foi, ne sont pas moins étonnés que lui. Mes chers concitoyens, vous avez l'art de lire sans comprendre, et ce n'est pas ma faute, assurément : mais je n'ai que quelques mots à vous dire, pour vous donner la clef de cette énigme prétendue.

Depuis 15 siècles, des maîtres superbes et impérieux nous tenoient sous le joug. A force de crimes, ils étoient parvenus à usurper la souveraine puissance : et ils ne nous faisoient plus sentir leur autorité que par des ordres insolens, des injustices, des vexations, des concussions, des attentats, des supplices arbitraires. Le ciel a eu pitié de nos maux, et nous avons profité d'un concours unique de circonstances pour rompre nos fers. Rendus à nous-mêmes et assurés de nos droits d'hommes et de citoyens, nous avons voulu les assurer, en établissant un gouvernement nouveau, fondé sur les loix sacrées de la nature et de la raison. Nous avions les armes à la main, nos cruels opresseurs tremblant de devenir l'objet de nos vengeances, ont souscrit à nos justes demandes; et ont débuté en consacrans par un décret auguste *l'égalité des droits de tous les membres de l'état*. L'hommage que nous rendions aux loix de l'éternelle justice auroit convaincu des hommes droits de notre modération et de notre équité : et les auroit portés à observer religieusement le pacte que nous venions de faire avec eux : mais ces anciens opresseurs, désolés de ne plus l'être impunément ont dissimulé leur douleur, leur ressentiment, leur haine, et ils n'ont plus travaillé qu'à nous enlever nos droits, à rendre peu à peu

à leur chef tous les moyens de nous asservir de nouveau pour nous piller et nous opprimer à leur gré ; puis ils n'ont cessé de machiner contre notre liberté, notre repos, à conspirer contre le salut public, et à faire égorger par leurs satellites tous les amis de la liberté. Il suit de là qu'ils nous font une guerre injuste, odieuse, cruelle, révoltante, en violant à notre égard toutes les loix de l'équité et de l'honneur : nous sommes donc forcés pour notre propre sûreté à les traiter en ennemis publics. Les espions qu'ils soudoyent pour noter nos braves défenseurs, doivent donc être mutilés. Si nous voulons les mettre hors d'état de nous nuire éternellement. Les brigands qu'ils soudoyent pour nous égorger, doivent donc être poignardés, si nous voulons les mettre hors d'état de massacrer les uns après les autres les amis de la révolution. Eux même doivent être retranchés du milieu de nous, si nous voulons sauver la patrie prête à périr. Que la loi se charge de leur supplice, j'en bénirai le ciel, et je m'interdis à l'instant tout cri de haro sur eux, pour vu que justice soit faite. Mais si les loix sont plus long-tems impuissantes à leur égard et si les tribunaux continuent à garder un perfide silence : citoyens, c'est à vous à pourvoir à votre sûreté, de quelque manière que ce soit et à les remettre hors d'état de conspirer désormais contre vous, faut-il pour assurer votre repos, votre liberté, votre vie, être réduits à la cruelle nécessité de les massacrer tous. Telle est la voix de la raison, de la justice, de la nature ; et telle est ma morale relativement aux contrévolutionnaires, nos implacables ennemis. Pour obéir aux cris impérieux de ma conscience, je la prêche dans tous mes écrits et s'il le faut je la prêcherai sur les toits. Rien au monde ne pourra me faire changer de langage, tant que les conspirateurs machineront, notre ruine : je le tiendrai dans les assemblées du peuple, devant les tribunaux, au sein de l'assemblée nationale elle-même. Oui, j'en fais le serment, je ne cesserai

qu'à mon dernier soupir, d'appeler la hache vengeresse sur leurs têtes coupables. Qu'ils renoncent donc de bonne foi à toute conspiration, à toute oppression, à toute machination, et nous nous empresserons de leur donner la main de paix; pour leur prouver que nous ne voulons qu'assurer nos droits, nous consentons qu'ils nous couvrent d'opprobre, si oubliant nous-mêmes les loix de la justice, nous songeons jamais à apporter la moindre atteinte à leurs droits; qu'ils nous traitent à leur tour en brigands, si nous attentons à leur sûreté et à leur liberté: nous prenons aujourd'hui l'engagement sacré de nous interdire toute voie de fait, de nous interdire toute défense, de nous interdire toute plainte. Mais jusqu'à ce que par une conduite franche et loyale; par le zèle avec lequel ils concourront à rétablir le calme dans le royaume, à étouffer toute faction, à s'interdire toute clameur contre la révolution, et à concourir avec joie à l'établissement du regne, de la justice et de la liberté ils nous aient donné sujet de nous confier à leur parole, à leurs sermens; nous ne cesserons de les surveiller avec anxiété comme des ennemis dangereux, dévoiler leurs complots, de les traiter comme des traîtres; et nous en viendrons enfin à en exterminer la race entière de ces monstres incorrigibles.

Abus funestes des remplacements dans le service de la garde citoyenne.

Vendredi 11 Février, le corps de garde des Maturins étoit rempli de remplaçans. Plusieurs particuliers ammenés au comité de la section des thermes de Julien, y furent interrogés depuis 9 heures du matin jusqu'à deux heures: pressés par le besoin, ils firent venir des alimens, ils inviterent toute la garde du poste, qui se mit sans façon à table avec eux.

Il faut observer que ces remplaçans, lorsque les citoyens ne les choisissent par eux-mêmes sont toujours pris par les officiers vendus au divin Mottié (1) dans la bande de mouchards que le grand général, le héros des deux mondes, l'immortel restaurateur de la liberté, a placé dans chaque bataillon, pour égarer les soldats de la patrie; c'est de ces espèces que sont presque uniquement composées cette garde des Mathurins.

On se plaint par-tout que le service ne se fait pas régulièrement; le moyen que cela n'arrive pas? car auquel citoyen honnête et délicat pourroit se résoudre à se trouver vingt-quatre heures dans la compagnie de des infâmes mouchards, qui infectent et déshonorent tous les bataillons.

Les soldats qui sont dans l'usage de se faire ainsi remplacer, sont tous apoticaire, procureurs ou huissiers, gens dont l'état est incompatible avec celui de soldat de la patrie, et qui ne sont entrés dans la garde citoyenne que pour la paralyser et amener une contre-révolution. Ils n'y ont que faire s'ils refusent le service personnel; quel parti prendre à leur égard? Les chasser, il n'y a point de milieu. Cette question doit être agitée aujourd'hui à la section des Thermes de Julien; en voilà la solution.

(1) Dans le bataillon des Mathurins, ceux qui font de pareils choix sont Pelletier, aide-major et bas valet de Mottié; Serval, chien couchant du procureur Desroches, naguères son capitaine; Cavinbac, procureur au Châtelet et Commandant, ivre de l'honneur d'avoir poussé un coup de queue au billard avec Antoinette, qui ont soin de faire un pareil choix des remplaçans,

Notice importante.

Dimanche dernier, des émissaires de Mottié répandirent adroitement la nouvelle dans l'assemblée électorale, qu'un régiment d'infanterie, en garnison à Gand, avoit mis bas les armes, en demandant l'organisation de l'armée française; que peu de jours après quatre régimens, qu'on avoit fait venir pour le désarmer, ayant imité cet exemple, la révolte étoit complètement parmi toutes les troupes impériales qui se trouvent sur nos frontières.

Un pareil événement est dans l'ordre des possibles, dans l'ordre des probables; mais il est trop heureux pour y ajouter foi à la légère.... Pauvres badauds, cette belle nouvelle n'a été controuvée que pour vous endormir et vous inspirer une sécurité funeste; on vouloit vous faire regarder comme un hibou le départ des tantes du roi, de l'Autrichienne, du roi lui-même. Et de fait, qu'auriez-vous encore à craindre, d'une armée ennemie qui veut être Française.... Cela seroit admirable sans doute; mais veillez plus que jamais.

Avertissement.

Un de ces jours réponse à l'auteur du Journal du fauxbourg Saint-Antoine; et publication des horribles vexations exercées contre M. Delsouc et compagnie, négocians A Passy-les-Paris.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.